

**Veille de l'Observatoire
Numéro 54 (septembre 2009)**

La veille de l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations porte sur les milieux d'intervention, qu'ils soient gouvernementaux, paragouvernementaux ou non gouvernementaux. Elle est axée sur les minorités racisées, les immigrants et les réfugiés, les peuples autochtones et les femmes.

L'information est présentée selon le niveau d'intervention. S'il y a lieu, les réactions des ONG sont placées à la suite des informations relatives aux milieux gouvernementaux. Autrement, elles font l'objet d'une rubrique séparée.

Pour recevoir la Veille de l'Observatoire par courriel, SVP en faire la demande en communiquant avec criec@uqam.ca

DANS CE NUMÉRO:

1. Statistiques sur les résidents permanents et les résidents temporaires au Canada
2. Discriminations : état de la situation en Colombie Britannique
3. Recrutement et protection des travailleurs étrangers temporaires
4. Europe : trois nouveaux rapports sur le racisme
5. Problématique des réfugiés urbains : protection et solutions
6. Le Conseil des droits de l'homme et la situation des peuples autochtones
7. Grande Bretagne : lutte contre les crimes haineux et indicateurs de l'égalité
8. Guides pour les nouveaux arrivants en Ontario
9. Le mirage de l'égalité : les immigrées hautement qualifiées à Montréal
10. Guide des avenues pour la justice entre les genres
11. Rapports sur les politiques d'immigration et du statut de réfugié
12. Connaissances linguistiques des nouveaux arrivants et écarts de revenus
13. États-Unis: les peuples autochtones et le droit de vote
14. Diversité dans les écoles publiques
15. Rapport sur les actions de la Lybie et de l'Italie à l'encontre des migrants et réfugiés
16. Effets de la crise économique mondiale sur la migration
17. Mexique : immigration vers les États-Unis

GOVERNEMENTS, INSTITUTIONS PARA-GOUVERNEMENTALES ET INTERNATIONALES

À OTTAWA...

1. Statistiques sur les résidents permanents et les résidents temporaires au Canada

Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) vient de mettre en ligne sa compilation annuelle de statistiques *Faits et chiffres 2008 : Aperçu de l'immigration*, qui présente les statistiques concernant les nouveaux résidents permanents et les résidents temporaires entrés au pays entre 1984 et 2008 (<http://www.cic.gc.ca/francais/pdf/recherche-stats/faits2008.pdf>). Cette publication contient également des graphiques et des tableaux statistiques illustrant certaines caractéristiques de ces groupes.

AILLEURS AU CANADA....

2. Discriminations : état de la situation en Colombie Britannique

Le **Tribunal des droits de la personne de la Colombie Britannique** a récemment rendu public son *Rapport Annuel 2008-2009*

(http://www.bchrt.bc.ca/annual_reports/Annual_Report_2008-2009.pdf). Le rapport énumère tous les cas traités par le tribunal durant l'année, et entre autres choses, révèle les domaines les plus fréquemment cités par les plaignants dans des cas de discrimination. L'emploi se trouve en première position avec 64% des cas, suivi par celui des services avec 22% des cas. Le rapport présente également les quinze motifs ou causes de discrimination interdits, et révèle que le handicap physique est le motif le plus souvent cité (26%). La «race» se trouve en quatrième position avec 9% des plaintes, suivie par le lieu d'origine (6%), la religion et la couleur (5%).

3. Recrutement et protection des travailleurs étrangers temporaires

La province du **Manitoba** a adopté une nouvelle législation afin de mieux protéger les travailleurs étrangers temporaires des recruteurs et employeurs peu scrupuleux. La *Loi sur le recrutement et la protection des travailleurs*

(http://news.gov.mb.ca/news/index_fr.html?archive=&item=5214) a été formulée afin d'éviter que des travailleurs ne paient pour trouver un emploi au Manitoba. Cette loi impose aux agences de recrutement d'obtenir une licence décernée par le gouvernement et oblige les employeurs de s'inscrire auprès du gouvernement provincial avant de recruter des travailleurs étrangers temporaires. Le **ministre du Travail et de l'Immigration du Manitoba** a déclaré que «la Loi sur le recrutement et la protection des travailleurs du Manitoba représente pour le reste du Canada un modèle de protection complet et efficace des travailleurs étrangers temporaires». Plusieurs organisations nationales de protection des immigrants demandent qu'une loi similaire soit appliquée au reste du Canada.

Par ailleurs, une entente historique a été conclue dans le cadre de la lutte pour la protection des travailleurs agricoles migrants au Canada. Une convention collective a ainsi été signée entre les **Travailleurs et Travailleuses Unis de l'Alimentation et du Commerce du Canada (TUAC Canada)** et l'exploitation agricole **Floralia Growers d'Abbotsford** en Colombie Britannique (<http://www.tuac.ca/Default.aspx?SectionId=af80f8cf-ddd2-4b12-9f41-641ea94d4fa4&LanguageId=2&ItemId=dca731f3-9057-4894-9c0f-8fedf49a8944>) établissant

entre autre des droits de rappel au travail. Considérant que les travailleurs agricoles migrants sont parmi les plus vulnérables au Canada, cette convention collective représente une avancée énorme pour la protection de leurs droits.

DANS LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES...

4. Europe : trois nouveaux rapports sur le racisme

La **Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI)** a produit trois nouveaux rapports sur le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance concernant la Suisse, la République tchèque et la Grèce. En Suisse, la Commission a pu observer une «dangereuse intensification du discours politique raciste contre les non-ressortissants, les musulmans, les Noirs et d'autres minorités» (<http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/Country-by-country/Switzerland/CHE-CbC-IV-2009-032-FRE.pdf>). En République tchèque, la Commission dénote une intensification des activités de groupes d'extrême droite et des actes de violences racistes qui sembleraient cibler plus précisément les Roms (http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/Country-by-country/Czech_Republic/CZE-CbC-IV-2009-030-FRE.pdf). En Grèce, la Commission fait également remarquer une situation encore préoccupante des Roms. L'organisme attend des améliorations concernant le traitement des réfugiés, des demandeurs d'asile et des immigrants (<http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/Country-by-country/Greece/GRC-CbC-IV-2009-031-FRE.pdf>).

5. Problématique des réfugiés urbains : protection et solutions

Le **Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR)**, dans un rapport intitulé *UNHCR Policy on Refugee Protection and Solutions in Urban Areas* (<http://www.unhcr.org/4ab356ab6.pdf>), révèle une nouvelle approche qui tient compte de la problématique particulière résultant de l'augmentation rapide du nombre de réfugiés urbains. La nouvelle politique présente deux principaux objectifs : assurer que les villes soient reconnues comme des lieux légitimes de résidence et d'exercice des droits des réfugiés; et maximiser l'espace de protection disponible pour les réfugiés urbains et les organisations humanitaires qui les supportent.

6. Le Conseil des droits de l'homme et la situation des peuples autochtones

Le **Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et libertés fondamentales des peuples autochtones** du **Conseil des droits de l'homme des Nations Unies**, M. James Anaya, a présenté son *Rapport sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones* (<http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/G09/145/83/PDF/G0914583.pdf?OpenElement>). Dans ce rapport, M. Anaya résume les activités qu'il a entreprises dans les domaines de la promotion de saines pratiques, les études thématiques, les rapports de pays et les dossiers de plaintes pour violation des droits de l'homme. La deuxième partie du rapport se penche sur l'obligation des États de consulter les peuples autochtones sur les questions les concernant. Le manque de consultation est un obstacle important à l'amélioration de la situation des peuples autochtones.

Mme Katherina Rose, représentante de la **Commission canadienne des droits de la personne**, a fait part de sa préoccupation à l'égard de la situation des peuples autochtones au Canada, faisant remarquer le taux de chômage élevé de ces derniers et le nombre anormalement élevé de femmes autochtones portées disparues ou assassinées (http://www.chrc-ccdp.ca/whats_new/default-fr.asp?id=568&content_type=2).

AILLEURS DANS LE MONDE...

7. Grande Bretagne : lutte contre les crimes haineux et indicateurs de l'égalité

Le **UK Home Office** du Gouvernement de la Grande Bretagne vient de publier un nouveau plan d'action intitulé *Hate Crime – The Cross-Government Action Plan* (<http://www.homeoffice.gov.uk/documents/hate-crime-action-plan/hate-crime-action-plan.pdf?view=Binary>). Ce plan d'action cherche à réduire le nombre de crimes haineux, à mieux en supporter les victimes et à amener davantage de coupables devant la justice. Le document vise plus particulièrement à augmenter la confiance des victimes envers le système de justice et ainsi d'encourager plus de personnes à reporter ces crimes.

Également en Grande Bretagne, la **Equality and Human Rights Commission** a développé un outil de mesure d'égalité. Dans un rapport intitulé *Developing the Equality Measurement Framework : Selecting the Indicators* (<http://www.equalityhumanrights.com/fairer-britain/equality-measurement-framework/>), la Commission présente un outil pour évaluer des situations en terme d'égalité et de droits humains dans une série de domaines relevant de la vie quotidienne. Pour cette évaluation, l'outil de mesure prend en considération les positions des individus et des groupes au regard de caractéristiques comme l'âge, le handicap, l'ethnicité, le genre, la religion ou la croyance, l'orientation sexuelle et la transsexualité, et la classe sociale.

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

LOCALES...

8. Guides pour les nouveaux arrivants en Ontario

Le **Conseil ontarien d'organismes au service des immigrants (OCASI)** offre *Établissement des jeunes nouveaux arrivants : guide des fournisseurs de services de l'Ontario* (http://atwork.settlement.org/downloads/atwork/OCASI_SYNC_Youth_Guide_French.pdf), un guide conçu pour les fournisseurs de services de l'Ontario oeuvrant dans le domaine de l'accueil des nouveaux arrivants. Le guide cherche à «encourager ses organismes membres à offrir des services d'établissement aux jeunes dans un contexte libre de toute oppression et de tout racisme». Il présente des informations quant aux façons d'améliorer et de valoriser les services aux jeunes nouveaux arrivants.

Le **Programme des travailleurs d'établissement dans les écoles (TÉÉ)** vient également de publier des *Guides d'éducation à l'intention des nouveaux arrivants* (<http://integration-net.ca/francais/offsite.cfm?urlF=http://www.etablissement.org/site/ED/GUIDE/>), destinés aux nouveaux arrivants, parents et élèves, afin de leur apporter les outils nécessaires pour une bonne communication et une meilleure adaptation à leur arrivée dans les écoles de l'Ontario.

9. Le mirage de l'égalité : les immigrées hautement qualifiées à Montréal

Une récente étude réalisée pour la Fondation canadienne des relations raciales, *Le mirage de l'égalité : les immigrées hautement qualifiées à Montréal*

(http://www.politiquessociales.net/IMG/pdf/MTChicha_-_Mirage_de_l_egalite-.pdf), fait état de la situation précaire des travailleuses provenant de l'Amérique latine, d'Haïti, d'Afrique, d'Asie occidentale et d'Europe de l'Est. Bien que ces dernières soient hautement qualifiées et détiennent toutes un diplôme universitaire, la majorité de ces femmes occupent une position désavantageuse par rapport à leur formation sur le marché du travail. Les femmes faisant partie des minorités visibles sont beaucoup plus souvent déqualifiées. Selon l'auteur, Marie-Thérèse Chicha, «les résultats reflètent une situation de discrimination systémique où s'entrecroisent plusieurs motifs: le sexe, l'appartenance à une minorité visible et l'origine étrangère».

10. Guide des avenues pour la justice entre les genres

Le **Conseil canadien pour les réfugiés (CCR)** a rendu public le guide *Des Avenues pour la justice entre les genres : Intégrer une perspective de genre au travail auprès des personnes réfugiées et immigrantes* (<http://www.ccrweb.ca/Guidegenre.pdf>). Ce guide «est un outil pratique qui peut s'appliquer à différentes facettes d'un organisme, telles que la gouvernance, la gestion et les services directs». Le CCR y propose une analyse des processus de migration et d'intégration sous l'angle du genre. Le guide complète la trousse *Des avenues pour la justice entre les genres* qui avait été lancée par le CCR en 2006 (<http://www.ccrweb.ca/Genre.pdf>).

11. Rapports sur les politiques d'immigration et du statut de réfugié

La fondation **Maytree** vient de mettre en ligne un nouveau rapport sur le système de traitement de demande du statut de réfugié au Canada. Dans *Fast, Fair and Final : Reforming Canada's Refugee System* (<http://www.maytree.com/wp-content/uploads/2009/07/FastFairAndFinal.pdf>), jugeant le processus de traitement des demandes trop lent, la fondation propose de réformer le système canadien en le basant sur les trois piliers suivants : une «bonne» première décision, un système d'appel «fiable», et l'exclusion rapide des plaintes rejetées. Le rapport aborde chacun de ces aspects.

Un deuxième rapport, *Adjusting the Balance: Fixing Canada's Economic Immigration Policies* (<http://www.maytree.com/wp-content/uploads/2009/07/adjustingthebalance-final.pdf>), présente une vision d'ensemble et à long terme du rôle de l'immigration économique tout en mentionnant les implications pour la politique canadienne d'immigration.

12. Connaissances linguistiques des nouveaux arrivants et écarts de revenus

TD Bank Financial Group vient de publier une étude intitulée *Literacy Matters: Helping Newcomers Unlock Their Potential* (http://www.td.com/economics/special/ca0909_literacy.pdf). Selon cette étude, la connaissance médiocre de l'une des deux langues officielles du Canada serait une cause importante de l'appauvrissement des nouveaux immigrants et de la sous-utilisation de leurs compétences. En s'appuyant sur les recensements de Statistique Canada, l'auteur constate des écarts de revenus grandissants entre les immigrants et les Canadiens de naissance. Il estime que ces écarts représentent une perte annuelle de 3,4 à 5 milliards de dollars pour l'économie canadienne.

INTERNATIONALES...

13. États-Unis: les peuples autochtones et le droit de vote

Dans *Voting Rights in Indian Country* (<http://www.aclu.org/pdfs/votingrights/indiancountryreport.pdf>), l'**American Civil Liberties Union (ACLU)** se penche sur la participation électorale des Autochtones dans les États du Colorado, du Montana, du Nebraska, du Dakota du Sud et du Wyoming, intitulé. Le rapport révèle que les Autochtones font encore face à des politiques discriminatoires qui nient leur droit constitutionnel de voter. L'étude fait ainsi état de discrimination systémique envers les Autochtones qui limite grandement leur capacité à participer aux élections aux niveaux local, étatique et national. Le rapport identifie divers obstacles, notamment le manque d'aide en ce qui concerne la traduction aux urnes, la difficulté de répondre aux demandes d'identification, et l'institution d'un système électoral qui dilue le poids du vote autochtones.

14. Diversité dans les écoles publiques

Le **Warren Institute on Race, ethnicity and Diversity** de l'**University of California, Berkeley Law School** et l'organisme **The Civil Rights Project** de l'**University of California, Los Angeles** ont dévoilé un nouveau rapport intitulé *Integration Defended: Berkeley Unified's Strategy to Maintain School Diversity* (http://www.civilrightsproject.ucla.edu/research/deseg/integration_defended_report_2009.pdf). Le rapport révèle les avancées effectuées à la Berkeley School en ce qui concerne l'intégration et la diversité dans les écoles, dans un contexte de grande polarisation des quartiers selon les statuts ethniques et socio-économique des individus. Étant donné les résultats positifs des programmes mis en place par la Berkeley School ces dernières années, le rapport se présente comme un exemple à suivre pour les écoles publiques qui tentent de relancer leur programme de déségrégation.

15. Rapport sur les actions de la Lybie et de l'Italie à l'encontre des migrants et réfugiés

L'organisme **Human Rights Watch** a publié le rapport *Pushed Back, Pushed Around: Italy's Forced Return of Boat Migrants and Asylum Seekers, Libya's Mistreatment of Migrants and Asylum Seekers* (http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/italy0909webwcover_0.pdf). Le rapport expose le traitement des migrants, demandeurs d'asile et réfugiés en Lybie décrit par ceux qui ont réussi à partir et qui se trouvent maintenant en Italie et à Malte. Il décrit également la façon dont l'Italie intercepte en haute mer des bateaux chargés de migrants et les refoule vers la Lybie sans procéder aux vérifications nécessaires. Il révèle ainsi de multiples cas de non-respect des normes internationales qui protègent contre le principe du refoulement, ou le «retour forcé de personnes vers des lieux où leurs vies ou leurs libertés seront menacées et où ils risqueraient d'être torturés ou de subir des traitements inhumains et dégradants».

16. Effets de la crise économique mondiale sur la migration

Le **Migration Policy Institute (MPI)** analyse les conséquences de la crise économique sur les flux de la migration dans le monde. *Migration and the Global Recession* (<http://www.migrationpolicy.org/pubs/MPI-BBCreport-Sept09.pdf>) révèle que les retours d'immigrants dans leur pays d'origine – malgré le ralentissement des migrations depuis le début de la récession – continuent à être l'exception plutôt que la règle. Selon cette étude, les États qui traditionnellement accueillent un grand nombre d'immigrants comme les États-Unis, le Canada

et l'Australie, n'ont pas modifié de façon fondamentale leurs politiques d'admission. Notons toutefois que plusieurs États ayant des difficultés économiques, certains d'entre eux recevant de larges quantités d'immigrants ces dernières années, ont partiellement ou complètement fermé leur portes à l'immigration, et ont mis en place des politiques expérimentales pour réduire le nombre de travailleurs étrangers sur leur territoire, comme par exemple les programmes de retour volontaire rémunéré.

Dans le même registre, l'organisme **National Council of La Raza (NCLR)** a publié le rapport *Fractures in the Foundation: The Latino Worker's Experience in an Era of Declining Job Quality* (http://www.nclr.org/files/59227_file_Fractures_final.pdf). Le rapport fait état d'une détérioration importante de la situation des travailleurs migrants latino-américain et propose des pistes de solutions s'adressant au gouvernement américain.

17. Mexique : immigration vers les États-Unis

Le **Pew Research Center** a mis en ligne *Troubled by Crime, the Economy, Drugs and Corruption: Most Mexicans See Better Life in U.S. - One In Three Would Migrate* (<http://pewglobal.org/reports/pdf/266.pdf>). Selon les données du **Pew Global Attitude Project**, la majorité des Mexicains déclarent que la vie est meilleure aux États-Unis. De plus, l'étude révèle que l'image des États-Unis s'est améliorée significativement auprès des Mexicains pendant la dernière année, et il en est de même de l'opinion des Mexicains au sujet du peuple américain, impressions qui semblent être liées en partie à l'accession de Barack Obama à la présidence.

Cette veille a été compilée par Carole Gesseney (assistante de recherche de la Chaire de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté) avec la collaboration d'Ann-Marie Field (coordonnatrice de la Chaire de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté).

Pour des renseignements ou commentaires, communiquer avec la CRIEC:
criec@uqam.ca ou (514) 987-3000 poste 3318